

DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025

Intervention de Sophie Borderie,
Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne

En premier lieu, je veux souhaiter la bienvenue à Yohan Verdié, dont c'est le baptême du feu aujourd'hui à l'occasion de ce débat d'orientations budgétaires, un mois avant le vote du budget 2025, le 21 mars. J'ai déjà eu l'occasion de vous rencontrer dans votre commune de Lafox.

Donc, bienvenue Monsieur Verdié.

Je ne doute pas que vous aurez à cœur d'être en phase avec le travail constructif qui est mené au sein de notre assemblée départementale.

Il n'empêche, n'ayez aucun doute : les politiques que nous menons, les orientations budgétaires que nous proposons ce jour sont dans la lignée des valeurs qui nous animaient hier, qui nous animent aujourd'hui et qui nous animeront encore demain.

Elles reposent bien sur des valeurs de solidarité, de justice sociale, d'inclusion, d'humanisme... Bref, des valeurs de gauche.

Monsieur Verdié, en tant que conseiller départemental, je suis persuadée que vous aurez comme unique préoccupation d'apporter votre pierre aux débats publics dans cet hémicycle, comme au sein des différentes commissions.

Cet esprit de concertation et la nécessité d'arbitrages basés sur l'intelligence et le pragmatisme seront nécessaires car nous le savons tous, nous sommes depuis quelques semaines entrés dans une période inédite.

C'est une période inédite car elle contraint les collectivités locales, toutes les collectivités locales, à prendre un virage en cherchant à le négocier au mieux.

Négocier au mieux ce virage 2025, c'est savoir s'adapter, c'est savoir résoudre l'équation suivante : comment poursuivre nos politiques publiques de soutien aux territoires ? comment répondre aux besoins des Lot-et-Garonnais tout en répondant aux exigences unilatérales de l'État ?

Je rappelle ici que le premier projet de loi de finances nécessitait un effort de 60 millions d'€, soit 12% du budget du Conseil départemental.

La seconde version de ce PLF proposé par le gouvernement Bayrou nous impose également des sacrifices.

Le 11 février dernier, François Sauvadet a ainsi saisi par courrier le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, François Rebsamen. Ce que dit le président de Départements de France est simple : la situation financière de tous les départements se dégrade à une vitesse jamais connue : les mesures imposées par le PLF 2025 plongent 46 départements sous le seuil d'alerte des 7% de marge brute que la Cour des Comptes avait fixé en 2024.

Ces départements n'ont pas tous la même obédience politique, mais tous ont un avis critique sur les choix du gouvernement.

Pour le Lot-et-Garonne, les documents budgétaires que vous avez à disposition proposent un effort significatif des finances départementales de près de 52 millions d'€, soit 10% du budget primitif de la collectivité pour l'année 2025.

La mobilisation de Départements de France ainsi que les relais efficaces des sénateurs ont porté leur fruit. Nous avons mené le combat quand certains se contentaient de dire qu'il fallait subir et être solidaire du redressement des comptes de la nation.

Les amendements apportés au projet initial par le Sénat ont permis d'atténuer les effets du PLF. Tout n'est pas satisfaisant, tout n'est pas réglé. Mais je ne peux que me féliciter de cette petite avancée : on ne gagne que les combats que l'on mène.

Et je le dis ici en responsabilité et avec la gravité imposée par la période que nous vivons : la lutte doit continuer.

Les Départements, comme l'ensemble des collectivités locales, doivent être reconnus à leur juste place et leur rôle conforté. La décentralisation ne peut pas, ne doit pas devenir une coquille vide.

Aussi, 2025, sera placé pour notre département, comme pour l'ensemble des départements, sous le signe de la résistance pour lutter contre l'asphyxie qui nous guette due à un mode de financement structurellement défaillant.

Non, Monsieur Chollet nous ne sommes pas des « angoissés de l'effet ciseaux ». Mais les faits sont têtus et c'est bien cette réalité que subissons !

Parce qu'il s'agit d'un moment inédit,

Parce que nous sommes animés d'un souci de transparence et de responsabilité,

Parce que cette initiative revenait à la présidente du Conseil départemental que je suis, nous avons fait le choix d'aller à la rencontre des Lot-et-Garonnais pour partager ces éléments budgétaires dans le cadre d'une série de rencontres au plus près de chez eux.

Par ailleurs, j'ai aussi pris l'initiative de rencontrer les établissements médico-sociaux pour les secteurs du handicap, des personnes âgées, de la protection de l'enfance ainsi que les acteurs du monde économique comme les membres du Cobaty, qui se sont réunis mercredi dernier ici, à l'hôtel du département.

Pour revenir aux Rencontres dans les territoires, à Lavardac, la semaine passée, comme à Marmande, lundi, puis à Pont-du-Casse, jeudi, je revendique la transparence et la nécessité d'être le plus clair possible avec les Lot-et-Garonnais.

L'affluence lors de cette première rencontre, avec près de 200 personnes, et les inscriptions enregistrées pour les cinq autres rendez-vous attestent que les Lot-et-Garonnais sont non seulement intéressés mais également en demande d'explications.

Nous expliquons, ils posent des questions, nous leur répondons.

C'est le rôle plein et entier d'un exécutif que d'aller vers les présidents d'associations sportives, vers les acteurs de la culture et, pour résumer, vers ceux qui font le Lot-et-Garonne.

Comme j'ai l'habitude de le faire, ma volonté est bien d'aller vers les Lot-et-Garonnais, d'être transparente et d'expliquer. Aller vers les Lot-et-Garonnais, c'est tout simplement l'expression même de la démocratie participative.

Lors de ces rencontres je rappelle aux Lot-et-Garonnais qu'il y a eu le temps du combat contre les gouvernements qui veulent éponger la dette publique sur le dos des collectivités, sur le dos de celles et ceux qui vivent dans nos territoires.

Une nouvelle séquence s'ouvre désormais : continuer d'avancer avec les contraintes qui nous sont imposées.

Il nous faut trouver la réponse à cette question centrale : comment préserver notre Lot-et-Garonne et sa population des décisions nationales qui n'ont qu'un but : le remboursement d'une dette publique colossale. Et je rappelle encore que les collectivités locales ne sont pas à l'origine de cette dette !

Mon objectif, et celui de la majorité, n'est pas d'arriver avec des propositions toutes faites. Ce serait de toute façon impossible quand il est question de diminuer son budget de 10%.

Mon but, notre but, n'est pas de donner des coups de rabots aveugles comme d'autres collectivités l'ont fait en arrêtant purement et simplement leurs aides à la culture par exemple.

Dans ces réunions, nous rappelons quelles sont les compétences du Conseil départemental, ce qu'il fait au quotidien pour les collégiens, leurs parents et leurs grands-parents.

À mes yeux, il est essentiel que nous restions les garants de la proximité et c'est dans cet esprit que nous expliquons, sans détours et avec des exemples concrets, nos choix dans la gestion du budget du Conseil départemental.

Nous sommes depuis quelques mois entrés dans une période très délicate, qui consiste à faire du « sur-mesure » comme je l'ai déjà dit. C'est la pierre angulaire pour la construction du budget 2025.

Les rapports qui vous sont présentés lors de ce débat d'orientations budgétaires confirment notre volonté de garder le cap dans la tempête malgré les très fortes rafales de vent.

Contre vents et marées, nous resterons, comme ces dernières années, le premier investisseur public du département. C'est un premier élément de réponse que nous souhaitons fournir au monde de l'entreprise, inquiet de la baisse des commandes publiques et privées.

Ici au Conseil départemental, nous continuons d'avancer et cette volonté se voit dans les réalisations et les investissements que nous portons avec le plan « routes et déplacements du quotidien », avec le plan collèges, avec le très-haut débit dont le déploiement s'achève cette année.

Je suis sûre que nous tous ici dans cette assemblée nous sommes d'accord : le Département est aux côtés des lots-et-garonnais, dans leur vie quotidienne.

La fibre optique c'est nous ! Les collèges rénovés c'est nous ! L'accompagnement des personnes en perte d'autonomie, c'est nous ! La protection des enfants en danger, c'est nous ! L'insertion des personnes en difficultés, c'est nous encore ! Les centres de secours et d'incendie c'est nous ! Les routes du quotidien c'est nous ! Et je pourrai continuer...

Nous n'avons pas à rougir de notre bilan, bien au contraire.

Et c'est bien la gestion rigoureuse et efficace de nos finances depuis plusieurs années, c'est bien les choix politiques de cette majorité qui nous permettent d'occuper et de conserver ce rôle central en faveur du développement, de l'attractivité de notre territoire et du maintien de services publics.

Loin de l'effacement, notre collectivité a pour ambition de rester un phare au milieu de la tempête.

L'effet levier de nos investissements est primordial pour le département et nos entreprises. En matière d'investissements directs, nous savons qu'un million d'euros investis a un effet levier de l'ordre de 3 millions et qu'il génère de l'activité pour 10 salariés et une vingtaine d'emplois de sous-traitants.

Notre politique publique d'aide aux communes avec le FACIL génère également un effet levier considérable.

En 2023, avec 4,54 millions d'euros attribués grâce au FACIL c'est 45,7 millions d'euros de travaux qui ont pu être menés. En 2024, avec 2,9 millions attribués c'est 32,8 millions d'euros de travaux qui ont pu être effectués.

Dans toutes les politiques publiques que nous mènerons, nous proposerons de faire du « sur mesure » avec en ligne de mire quatre points cardinaux qui sont :

- Maintenir un soutien aux associations et garder le cap dans nos politiques du bien vieillir, du handicap, de l'enfance et de la jeunesse
- Continuer notre soutien aux communes et aux territoires grâce au FACIL, à Lot-et-Garonne Ingénierie et à un budget d'investissement préservé
- protéger le pouvoir d'achat des Lot-et-Garonnais,
- Et enfin, les protéger dans le domaine de la santé avec le lancement réussi de *Bienvenue Docteur !* et dans le domaine de la sécurité en poursuivant nos engagements financiers auprès du SDIS.

Voilà, chers collègues, Mesdames et Messieurs, ce que nous proposerons aux Lot-et-Garonnais dans un contexte national où gérer une collectivité comme un Conseil départemental devient un casse-tête.

Nous sommes contraints à faire les choix que nous estimons malgré tout les plus adaptés, pour préserver l'essentiel : être aux côtés de TOUS LES Lot-et-Garonnais.

Un dernier mot, si vous me le permettez, avant de laisser la parole à Christian Dezalos pour la présentation du rapport d'orientations budgétaires.

Je vous invite dans quelques jours à assister à la présentation de la 5^e édition de notre ouvrage sur les Lot-et-Garonnaises à l'occasion de la journée des droits des femmes. Nous avons fait le choix de réunir les femmes que nous avons mis à l'honneur depuis 5 ans. Pour ce cinquième tome, nous vous invitons à découvrir Valérie, Patricia, Pascale, Laure, Christelle... et les métiers dit « d'hommes » qu'elles exercent.

Il est ici question d'égalité républicaine, une expression qui ne doit pas être oubliée dans ces temps troublés que nous connaissons.

Je vous remercie et je laisse la parole...